

# Les habitants des atolls poussés à l'exil par la montée des eaux

Réunis dans le Pacifique, quinze Etats menacés par le changement climatique appellent de nouveau à des mesures d'urgence

**Nouméa (Nouvelle-Calédonie)**  
Correspondance

Leurs émissions de gaz à effet de serre sont minimes, mais elles figurent parmi les victimes les plus tangibles du changement climatique : les petites îles du Pacifique devaient clore aux îles Marshall, vendredi 6 septembre, leur 44<sup>e</sup> forum consacré à leur adaptation et à leurs réponses face au réchauffement. Ce rassemblement doit se traduire par une déclaration appelant à des actions concrètes des grandes nations polluantes, qui sera présentée au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors de l'assemblée générale des Nations unies, fin septembre.

Parmi les quinze Etats présents, une myriade d'îles et d'atolls, qui

**Aux Kiribati, des zones entières sont submergées, obligeant des villages à se déplacer vers l'intérieur des terres**

abritent 10 millions d'habitants sur un cinquième du globe, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que des représentants de la Chine, des Etats-Unis et de l'Union européenne. La commissaire chargée du climat, Connie Hedegaard, a ainsi fait part du « sentiment d'urgence », « évident et visible quand on est sur place », qui force à prendre au sérieux l'échéance du prochain sommet international sur le climat de 2015. « Des années d'inertie de la part de ceux qui sont le plus capables d'agir efficacement (...) nous ont laissés pro-

*fondément déçus* », a lancé le premier ministre des îles Cook.

Pour ces petits Etats insulaires, le réchauffement n'est pas une problématique abstraite. C'est un phénomène qui menace parfois l'existence même de leur territoire. Pour le premier ministre des Tuvalu, l'un des archipels les plus touchés, c'est clair : « Dans cinquante ou peut-être soixante ans, Tuvalu disparaîtra sous l'eau ». Sur les îles Marshall, l'océan a déjà englouti des îlots et érode inégalement la côte, tandis que sécheresses et marées record dictent désormais leur rythme brutal à l'archipel. Son président, Christopher Loeak, a pourtant réaffirmé sa volonté de tout faire pour que ses habitants ne deviennent pas des réfugiés climatiques : « C'est mon pays et j'y resterai à jamais. Que l'eau vienne ! »

L'exil, c'est pourtant la solution qui est sérieusement envisagée aux Kiribati, où certains atolls effleurent la surface du Pacifique à moins d'un mètre de hauteur – or, selon le projet du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui sera présenté le 27 septembre, l'eau pourrait monter de 90 centimètres d'ici à 2100. Dans cet archipel, deux îlots inhabités ont d'ores et déjà disparu sous les flots en 1999, selon le Programme régional océanique de l'environnement (PROE), et des zones entières sont submergées, obligeant des villages à se déplacer vers l'intérieur des terres, ou des habitants à s'entasser dans des squats dans la capitale.

Face à ces défis, majeurs pour l'un des Etats les plus pauvres de la planète, le président Anote Tong a évoqué une migration d'au moins une partie de ses 100 000 habi-

tants, possiblement vers les Fidji ou le Timor-Oriental. La Nouvelle-Zélande et l'Australie accueillent aussi, chaque année, un nombre limité de ses migrants. Jeudi 5 septembre, le président de la Polynésie française, Gaston Flosse, a proposé la création d'un comité permanent du Forum du Pacifique en charge des déplacements de population, et assuré qu'il « prendra sa part à l'accueil des éventuels réfugiés ».

Avant d'envisager une solution aussi radicale, les petites îles multiplient les initiatives. Le PROE – qui rassemble vingt-trois Etats – a adopté un « cadre d'action » pour dix ans, jusqu'en 2015, qui met l'accent sur la formation (des diplômés universitaires à la sensibilisation aux catastrophes naturelles), la recherche appliquée, et les actions locales : plantation de mangrove pour stabiliser la côte ; construction de digues et de maisons sur pilotis ;



**A Funafuti, capitale de l'archipel de Tuvalu, en 2009, un « falekaupule », maison communautaire traditionnelle, inaccessible en raison d'une inondation.** JOCELYN CARLIN/PANOS-REA

amélioration du stockage de l'eau douce; mais aussi diversification des cultures vivrières, avec des variétés mieux adaptées à la salinisation des sols, notamment.

Car bien avant la submersion de ces îles, la vie quotidienne de leurs

habitants est de plus en plus menacée par la raréfaction de l'eau potable et des ressources alimentaires, sur terre comme dans la mer: une récente étude de l'Institut de recherche pour le développement et de la Communauté du Pacifique

avertissait des effets du réchauffement de l'eau sur la migration des thons vers l'est du Pacifique et sur la dégradation des récifs coralliens, refuge de nombreux poissons comestibles. ■

**ANGELA BOLIS**